

INTERPELLATION COMMUNALE

1060 Saint-Gilles

du Comité de quartier de la place des 2 bancs

avril 2026

Nous sommes des citoyens, habitantes, personnes usagères des places et des rues du bas de Saint-Gilles, préoccupées par le trafic de drogues en rue.

Nous enjambons, devant nos portes, les corps et les affaires de personnes épuisées par la vie sans chez-soi. Nous avons eu peur pour nos enfants, après les fusillades. Parfois, nous sommes agressées physiquement par des personnes en détresse, pour les quelques euros d'une prochaine dose. Nous nous sentons démunis, en croisant quotidiennement de jeunes adolescents dont la tâche de faire le guet semble être la meilleure, voire la seule option à disposition.

Nous avons d'abord partagé nos peurs et nos frustrations, puis nous avons rencontré des services de première ligne pour mieux comprendre le phénomène : les asbl Dune, Modus, Macadam, la coordinatrice du service prévention de la commune, la Liaison Antiprohibitionniste, etc. Nous avons rencontré d'autres comités. Nous avons lu les multiples cartes blanches et interpellations déjà produites sur le sujet.

Le processus a presque duré un an.

Pendant ce temps, la pression citoyenne n'a fait qu'augmenter sur vos épaules. Cette pression pour plus de sécurité n'est pourtant pas unilatérale. Nous souhaitons vous montrer que parmi les habitants du bas de Saint-Gilles, d'autres voix émergent ces derniers mois. Des voix qui ne vont pas forcément dans le sens des précédentes interpellations communales sur le sujet, ni des groupes WhatsApp entre voisins.

Après réflexion, nous dressons deux constats et demandons la mise en place rapide de deux dispositifs locaux indispensables.

Le constat principal que nous dressons, avec toutes les personnes à qui nous avons eu affaire durant ce processus, c'est, sans nul doute, l'impuissance de la réponse sécuritaire. Celle-ci est un échec par quelque bout qu'on le prenne. Policiers comme politiciens de tout bords admettent désormais qu'attaquer un point de deal ne fait que déplacer le problème et multiplie les points de vente.

Ce constat fait largement consensus mais il occulte le pire : le fait que la réponse sécuritaire amplifie l'insécurité. La guerre contre la drogue et la politique des hot-spots provoque une escalade de violence et une ségrégation des quartiers populaires. Les grands groupes organisés s'effondrent en petits réseaux qui attirent de nouveaux

groupes ¹. Cette multiplication augmente la rivalité et donc la violence – comme les fusillades – pour conquérir une part du marché. Au final, les plus précaires subissent les conséquences des descentes policières spectaculaires servant d’opération de communication. Les organisations criminelles tirent profit de la prohibition de la drogue tout en exploitant les personnes les plus précaires.

Selon une étude de 2021 sur le monitoring des dépenses publiques ² en matières de drogue, seulement 1% des dépenses va à la prévention, 0,4% à la réduction des risques, et 39 % à la répression. Ceci témoigne d’un choix politique avant tout répressif qui s’attaque aux conséquences, plutôt qu’aux causes du problème.

C’est l’insécurité des conditions de vie qui produit le sentiment d’insécurité de tous. La Fédération des services sociaux, les comités de quartier (Midi Moins Une!, des habitants de la Zone midi – quartier St-Antoine, Peterbos, Cureghem, 1070 contre la gentrification), des militants antiracistes, la Fédération Drogues Addictions, le Délégué général aux droits de l’enfant... tous, considèrent que la porte de sortie, face à cette violence et au sentiment d’insécurité qu’elle crée, passe par la lutte contre la misère sociale, une attention portée aux quartiers populaires, non par l’augmentation des forces policières mais par des mesures donnant l’accès à un logement abordable, à un travail et aux soins de santé, à une possibilité d’avoir prise sur ses conditions de vie.

La pauvreté augmente et les personnes en grande précarité ont plus souvent recours à des substances psychotropes pour tenir le coup. Plus de la moitié des usagers de crack sont sans chez-soi. Si nous, riverains, ne préférons pas que des personnes viennent consommer dans les toilettes de nos lieux publics, auprès de qui les renvoyer, passé 17h ? Quand nous leur parlons de la salle de consommation à moindres risques *Gate* de Lemonnier, ils nous répondent qu’elle est fermée à cette heure-là, que c’est loin d’ici, qu’ils n’ont nulle part où aller. Cette salle contribue à réduire le nombre de consommation dans l’espace public, à retisser du lien, en se centrant sur le vécu plutôt que sur le besoin de consommer, au bénéfice du voisinage (selon Bruno Valkeneers, porte-parole de l’asbl Transit).

Il manque une salle de ce type dans le bas de Saint-Gilles, ouverte en soirée et adossée à des logements de type Housing First pour celles et ceux qui pourraient sortir de la rue.

Au sein des réseaux de deal, en bas de l’échelle et en première ligne, on trouve des mineurs en danger, sans famille d’accueil ou des mineurs sans papier livrés à eux-mêmes, sans aucune perspectives de régularisation. Les fusillades, les agressions, les représailles sont le fruit de ces souffrances sociales.

Si ce sont les plus vulnérables qui rejoignent les réseaux de deal, pourquoi n’existe-t-il pas, à proximité, des lieux de répit facile d’accès et accueillants, où manger, se doucher, avoir accès à des activités, bénéficier d’un minimum de soutien ?

Le centre d'accueil Amran à Forest n'est pas suffisant pour accueillir ces jeunes isolés de tout. Un centre MENA était prévu dans le Contrat de rénovation urbaine de la gare du Midi de 2023, qui prévoyait le dépôt du permis d'urbanisme pour 2026 et sa finalisation en 2030. Qu'en est-il de ce projet ?

NOS DEUX REVENDICATIONS :

Face à l'échec de la réponse sécuritaire, nous demandons donc de réorienter, en partie, les moyens conséquents dédiés à la police vers des politiques plus sociales pour financer des dispositifs locaux attaquant les causes des problèmes plutôt que leurs symptômes.

À savoir dans le bas de Saint-Gilles :

1. Une salle de consommation à moindres risques ouverte en soirée, adossée à des logements de type Housing First pour offrir une réelle perspective à long terme, et soutenus par le renfort des maraudes sociales. En mandatant des associations qui ont une expertise en réduction des risques et luttent quotidiennement contre le sans-chez-soirisme.
2. Un lieu de répit à destination de jeunes en errance, en mandatant des associations qui ont une expertise dans l'accueil de la jeunesse précarisée, et qui puisse constituer un point d'entrée pour leur offrir d'autres perspectives que survivre en devenant de la main d'œuvre pour les trafiquants en place.

Les finances de la commune sont dans le rouge. Un rééquilibrage budgétaire, du sécuritaire vers le social, en partant des mêmes enveloppes nous semble donc une piste pertinente tenant compte des conclusions unanimes des experts publics et privés sur l'échec de l'approche répressive.

Nos deux demandes peuvent sembler importantes, elles sont pourtant modestes compte tenu de l'ampleur du problème. Elles ne sont donc qu'une première étape, primordiale, pour permettre de meilleures conditions de coexistence dans la commune.

1 selon le criminologue Tom Decorte

2 https://organesdeconcertation.sante.belgique.be/sites/default/files/documents/20240503_publ